

Luttes et Conquêtes

ÉDITORIAL

APRÈS DES ANNÉES de politiques régressives dans le domaine de l'emploi et du pouvoir d'achat, des services publics, d'atteintes aux libertés syndicales, les attentes des salariés français sont grandes. C'est le message fort qu'ils ont voulu envoyer lors des élections législatives en confiant la majorité absolue au parti du Président de la République. A la pression idéologique quotidienne pour faire accepter l'idée qu'il n'y aurait pas d'autre choix que de se plier aux diktats des marchés s'oppose l'expression d'une aspiration forte des citoyens pour que les politiques répondent aux besoins sociaux.

La CGT se félicitait de l'organisation par le gouvernement d'une conférence sociale les 9 et 10 juillet derniers. Elle a porté les revendications des salariés et ses propositions pour chacun des 7 thèmes retenus par le gouvernement Ayrault notamment le 7ème « moderniser l'action publique avec ses agents », animé par la ministre de la Fonction Publique, Mme LE BRANCHU.

S'il apparaît que l'on renoue avec le dialogue social dans notre pays, les annonces gouvernementales montrent clairement que le Ministère des Finances est « non prioritaire » et que ses agents seraient amenés à supporter une part importante de l'austérité budgétaire.

Pour la DGFIP, cette austérité se traduirait :

- par l'annonce de la poursuite et l'accélération des suppressions d'emplois au Ministère des finances, donc au sein de la DGFIP : le gouvernement a en effet annoncé la suppression de 2,5% des effectifs, ce qui se traduirait au sein de notre administration par la suppression de près de 3 000 postes par an, soit 500 de plus que les suppressions induites par la Révision Générale des Politiques Publiques,
- par la décision de poursuivre le gel de la valeur du point d'indice, ce qui induit une perte du pouvoir d'achat au regard de l'inflation,
- par une absence de réponse sur la reconduction en 2013 du plan de qualification avec des conséquences sur les carrières et les recrutements.
- enfin, par la baisse de 7 % des frais de fonctionnement des services.

Si de tels choix étaient mis en œuvre, les agents de la DGFIP seraient donc perdants sur l'emploi, sur la rémunération et sur les moyens des services.

Pour la CGT Finances Publiques, de tels choix ne sont pas acceptables.

Concernant l'emploi à la DRFIP Bretagne Ille et Vilaine, les dernières CAPL d'affectation ont permis à nos élus de dénoncer l'inacceptable

DERNIÈRE MINUTE : SUPPRESSION DU DÉCRET "MOBILITÉ"

"Le décret sur la mobilité dans la Fonction publique, permettant de suspendre voire de licencier les agents qui refuseraient plusieurs propositions de changement de poste, va être supprimé" a indiqué le ministère de la Fonction publique.

Si l'on se satisfait de voir la fin de ce décret que nous avons combattu, il faudra cependant être attentif aux évolutions que proposera le gouvernement pour le remplacer.

accroissement de la tension dans les services déjà mis à mal par les suppressions de postes. De nombreux services sont, en effet, au bord de la rupture et les conditions de vie au travail ne cessent de se détériorer. Pour illustrer ce constat, on citera notamment la situation du secteur 2 du SIP de Saint Malo Nord où il manque 2 agents C depuis 2 ans, du SIP de Rennes Ouest où 3 agents C ne seront pas remplacés ou celle de la Trésorerie du Contrôle Automatisé où 18 postes sont vacants au 1er septembre. Et ce ne sont là que quelques exemples car une majorité de services est impactée.

Au regard des missions de service public, la création en urgence d'emplois est la seule solution.

Pourtant l'équipe de notre direction, *auto proclamée « G 10 »*, n'a de cesse de rappeler que les missions de la DGFIP seront maintenues en totalité, mais que leurs « modalités d'exercice » doivent changer... Par conséquent, de nouvelles suppressions de postes s'accompagneront de nouvelles réformes de structures afin de réaliser les mêmes missions en utilisant moins de moyens humains.

Dans un contexte où les salariés du secteur privé sont soumis à de graves menaces (cf. article sur PSA), la CGT estime que l'attentisme n'est pas à l'ordre du jour. En tant que confédération interprofessionnelle, la CGT propose donc aux salariés des secteurs touchés par les restructurations de se réunir dans l'unité pour débattre des modalités d'action afin d'organiser la sauvegarde de leurs emplois et leurs salaires.

Dans ces conditions, la question d'une mobilisation sociale d'ampleur telle que celles qui ont été organisées dans les pays touchés par des plans drastiques d'austérité est à l'ordre du jour dans notre pays. Seule l'action collective est de nature à permettre des avancées revendicatives et les salariés ne doivent s'en remettre à aucun attentisme.

Pour débattre avec vous des modalités d'interventions à mettre en œuvre pour défendre vos revendications en matière d'emploi, de rémunérations et de conditions de travail, les militants de la CGT Finances Publiques d'Ille et Vilaine viendront vous rencontrer prochainement en visite de service et en HMI sur votre lieu de travail.

ESPÉRONS QUE VOUS AVEZ PU VOUS RÉGÉNÉRER PENDANT LES VACANCES CAR L'HEURE EST À L'ACTION !

Par ailleurs, on ne peut que constater qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour rétablir les acquis du statut de la fonction publique, par exemple en abrogeant l'amendement Lamassoure et la journée de carence...

Il reste aussi à restaurer le pouvoir d'achat des fonctionnaires, mis à mal par des décennies de politiques régressives. ■



Les représentants de la CGT (Mohammed Oussedik, Nadine Prigent et Bernard Thibault) et des autres organisations syndicales.

9 ET 10 JUILLET 2012

BEAUCOUP DE CONFÉRENCE

PEU DE SOCIAL

LE PALAIS D'ÉNA, siège du Conseil Economique, Social et Ecologique, est tout de béton, mais avec des bouts qui tombent... Cet écrin à beaux discours un peu décrépi convenait très bien aux ministres qui ont animé la « Grande » conférence sociale. Ils ont ouvert beaucoup de chantiers, mais annoncé très peu de mesures changeant la vie concrète.

C'est particulièrement le cas de Mme Lebranchu et de la table-ronde : « Moderniser l'action publique avec ses agents ».

La conférence s'est tenue juste après que les hauts fonctionnaires de Bercy et de la Cour des Comptes (il y a un ministre aux Finances ? ou un Premier Président à la Cour des Comptes ?) aient supprimé toutes marges de manœuvre de 2013 à 2015 : norme « zéro valeur » en dépenses pour l'Etat, 2,5 % de réduction des effectifs chaque année pour les ministères et les fonctions non prioritaires, 15% de baisse en trois ans des dépenses de fonctionnement (dont -7% en 2013), maintien quasi-annoncé du gel du point d'indice, réduction de moitié des crédits réservés aux mesures catégorielles.

La rupture tant annoncée avec le sarkozysme est pour l'instant peu perceptible.

Maintenir un dialogue social avec les fonctionnaires et leurs représentants en abordant tous les sujets sauf l'emploi et le pouvoir d'achat risque d'être très compliqué pour la ministre.

Faire du qualitatif mais jamais du quantitatif est un défi pour l'esprit, le bon sens, et même le sens politique.

La CGT mesure que, quand le gouvernement envisage de supprimer les dispositions de la loi mobilité qui établissaient l'intérim et le quasi-licenciement de fonctionnaires, il va dans le bon sens. Mais c'est vraiment loin de suffire !

La CGT participera à toutes les négociations prévues, et elle fera tout, en même temps, pour que les fonctionnaires expriment leurs revendications, en toute indépendance par rapport à quelque gouvernement que ce soit !

En fin de compte, Place d'Éna, la seule institution à la hauteur, c'est le Musée Guimet, un des plus beaux de Paris...



P.S.A : UN PLAN INACCEPTABLE

DEPUIS DES SEMAINES, les salariés du groupe, et plus particulièrement pour les sites de Rennes et d'Aulnay, se retrouvent noyés par un flot d'informations. La direction a voulu endormir les salariés en disant qu'il ne se passerait rien avant le 25 juillet. Mais le 12 juillet, les chiffres sont tombés et ce sont les médias qui ont eu le scoop ...

Les sites les plus touchés par les suppressions d'emplois :

Les suppressions d'emplois touchent 181 personnes à la D.R.D (recherche et développement) et 1219 dont le travail est lié à la production pour Rennes La Janais.

Concernant les autres sites, le plan prévoit :

La fermeture d'Aulnay en 2014, 702 suppressions d'emplois à l'usine de Poissy plus 192 à Poissy « tertiaire » (total 894 !), 684 à Vélizy, 579 à Sochaux -Belchamp...

Au total, sur le groupe, 8000 suppressions d'emplois! Il ne faut pas oublier que toutes les catégories de salariés (cadres, ouvriers, techniciens) sont touchées ! Les intérimaires et CDD sont jetés comme des Kleenex.

La CGT, dans l'action :

Depuis mars 2012 et le mariage PSA/ G.Motors, la CGT a informé et mobilisé les salariés autour de débrayages lors des

C.E ou par la pétition qui a recueilli 3000 signatures. Le but de ses actions est bien sûr de dénoncer le caractère néfaste de cette alliance pour l'emploi.

Dès le 12 juillet au soir, les salariés de la peinture, du montage et du ferrage ont débrayé dans l'atelier montage avec la CGT.

Le 13, des salariés n'ont pas attendu l'Intersyndicale et ont débrayé dès 8 h.

Pour la CGT, ce plan est inacceptable.

Les actionnaires ont touché 250 millions d'euros en 2011.

Ci dessous, des extraits du communiqué de presse du 8 juillet (Jean Pierre Mercier, délégué syndical CGT-PSA Aulnay): «Il n'y a aucune raison que PSA annonce le moindre plan de suppressions d'emploi et encore moins de fermetures d'usine». «les ventes sont loin d'être en recul et que PSA n'est absolument pas en difficulté. Au contraire, c'est un groupe multimilliardaire.»

L'opinion publique a, selon lui, assisté à « une véritable campagne mensongère de la part de la direction de PSA qui voudrait faire croire que les ventes de voitures pour le premier semestre ont considérablement chuté ».

A la veille du comité central d'entreprise où la direction doit annoncer l'ampleur de la



Débrayage à l'usine de La Janais à RENNES.

restructuration du groupe, «il était impératif, pour PSA, d'annoncer une baisse des ventes et de rendre catastrophique la situation pour mieux justifier l'injustifiable!», précise Jean-Pierre Mercier, avant de rappeler les chiffres records de 2010, ayant atteint 3.600.000 véhicules vendus et ceux de 2011, qui s'élevaient à 3.550.000. Et en décidant de suivre l'embargo sur l'Iran -2e marché pour le groupe, après le marché français-, suite à l'alliance avec la General Motors, «PSA a fait une croix sur une vente de plus de 450.000 véhicules par an». «Évidemment, conclut Jean-Pierre Mercier, en annonçant un même niveau de ventes mondiales qu'en 2011, il devient plus difficile à PSA de

justifier l'injustifiable: la fermeture de l'usine d'Aulnay ainsi que le vaste plan de suppression d'emploi dans le groupe.»

A l'appel de l'UD CGT 35, une délégation de militants de la section s'est rendue au rassemblement organisé le 13 juillet auprès des 1200 salariés de PSA qui avaient débrayé sur le site de La Janais.

La section invite les agents des Finances publiques du département à participer à la manifestation intersyndicale le samedi 15 septembre, Place de la Mairie et à signer la pétition pour la sauvegarde des emplois à La Janais. ■

LA VIE AU TRAVAIL DANS LES POSTES ET SERVICES DE LA DRFIP

AVANT L'ÉTÉ, en quelques semaines, nous sommes allés à la rencontre des agents sur l'ensemble des sites du département. Ce fut l'occasion pour nous d'appréhender plus précisément les réalités des services.

Au-delà des difficultés propres aux spécificités de nos différents métiers, force est de constater que les échanges ont principalement tourné autour des conditions de travail. En effet, les suppressions d'emplois dues à la RGPP nous amènent aujourd'hui à constater un déficit d'emplois sur l'ensemble des services à tâches et compétences égales : sur 4 ans de nombreux services ont perdu entre 1/4 et 1/3 de leurs agents C.

Parallèlement, les réformes de structures, loin d'être engagées avec les mesures d'accompagnement et/ou de contrôle adéquates, ont participé à la dégradation des conditions de travail.

Les agents sont particulièrement intervenus sur la charge de travail devenue excessive:

- nécessité de prioriser certaines tâches, de faire des arbitrages pour parer au plus pressé, en laissant certaines de côté et en accumulant des retards
- accentuation de la gestion de masse au détriment du contrôle, le travail devenant ainsi moins intéressant
- travail haché, fréquemment interrompu et souvent difficile à prévoir
- difficultés liées à la gestion des plannings (petits services et petites structures)

- turn-over élevé dans certains services : travail de formation en grande partie à la charge des agents
- départs de collègues redoutés
- non remplacement d'agents et absentéisme pesant
- multiplicité des changements de toutes sortes (outils, applications, méthodes)
- difficultés à stabiliser le travail et à s'y adapter, les changements devenant incessants.

Les collègues ont également évoqué les problèmes suivants :

- un manque de reconnaissance du travail
- une hiérarchie dépassée (soutien technique défaillant, décon-nection entre le terrain et la Direction)
- des difficultés vis à vis de la fusion et des réformes de structures
- un mal-être lié aux difficultés accrues à donner satisfaction aux usagers, contribuables et élus
- des inquiétudes sur l'avenir (baisse des effectifs, manque de communication et nouvelles réformes)

Nous remercions tous ceux qui ont bien voulu prendre un peu de leur temps pour discuter avec nous. Nous avons apprécié ces discussions à bâtons rompus. On le voit aujourd'hui, la dégradation des conditions de travail est devenue une préoccupation majeure pour les agents. C'est collectivement qu'il nous faut agir pour inverser la tendance.

Nous sommes tous dans le même bateau.

Donnons nous les moyens pour que ce dernier ne devienne pas une galère.

NE RESTEZ PAS ISOLÉS, ADHÉREZ

CGT Finances Publiques DRFIP35 / DIRCOFI OUEST

2, bd Magenta 35000 Rennes

Tél : 02 99 29 37 89
Mobile : 07 61 56 38 22

Site :
www.financespubliques.cgt.fr/35/

Courriels :
cgt.drifip35@dgfip.finances.gouv.fr

